

Extrait du Université Populaire de Toulouse

<http://universitepopulaireretoulouse.fr/spip.php?article303>

Entretien avec Gérard Filoche

- Université Populaire de Toulouse - Thématiques - Démocratie -



Date de mise en ligne : jeudi 30 octobre 2014

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Les éditions "Le Vent se lève" viennent de publier le livre de Gérard FILOCHE "Comment résister à la démolition du code du travail".

Ce livre est d'une grande utilité pour les militant e s syndicalistes, mais pas seulement. Il faut le lire sans tarder.

A l'occasion de la venue de Gérard Filoche ce lundi 3 novembre à la Librairie Renaissance, nous l'avons questionné d'une part sur la situation de la gauche en France et d'autre part sur la tempête "politique et médiatique "qu'il a soulevée en refusant de participer au concert de louange en direction de Total après la mort de son PDG. On n'imagine pas combien ses propos sont d'un grand intérêt, à Toulouse où Total a contribué, de fait, directement ou indirectement, à la mort et aux blessures, souvent indélébiles, des hommes et des femmes victimes de l'explosion d'AZF qui a détruit une partie de la ville. On n'imagine pas combien ces propos "insolents" peuvent faire du bien quand tant de responsables "de gauche" ont perdu la boussole.

1 - Le « J'aime les entreprises » de Manuel VALS pouvait difficilement supporter le « suceur de sang » de G. FILOCHE. Le moindre fait est donc utilisé pour marteler l'évolution du PS vers le libéralisme ?

C'est vrai bien sûr. Il faut pour séduire le Medef, aller jusqu'au bout de l'adoration des « entrepreneurs » Les chefs d'entreprise sont présentés, comme les sauveurs suprêmes. Dire qu'il y a parmi eux des spéculateurs, des fraudeurs, des rapaces, des délinquants et des suceurs de sang, est devenu impossible. Certes des patrons respectent le code du travail, respectent la dignité des salariés et paient bien, mais ce n'est pas la majorité du genre. La majorité du genre suit Gattaz et ses énormités dignes du XIXe siècle.

Le mythe de l'Entreprise est cultivé à fond. L'entreprise n'existe pourtant pas, il existe 1,2 million d'entreprises très différentes. Et 1000 de ces entreprises produisent 50 % du PIB. 80 % des PME PMI ETI font partie d'un groupe. L'entreprise est un lieu d'exploitation de l'homme par l'homme, de plus en plus dur, et elle sert aujourd'hui de plus en plus à extraire des dividendes au détriment des salaires. C'est le coût du capital qui est cher, pas celui du travail. Expliquer que ce sont ces gros patrons qui organisent le chômage, la dette, les inégalités pour asservir les salariés et se servir eux mêmes, c'est une vérité bannie.

Dire que le Medef ne participera en rien à la politique de la gauche et attend mille fois plus de cadeaux de la droite est interdit. Pourtant l'indignation est légitime quand des patrons se goinfrent de 300 ou 660 smic comme C. de Margerie ou de 21 millions d'euros, 78 smic par mois comme Gérard Mestrallet. Oui, ce sont des suceurs de sang et de sueur. Oui la surexploitation, la souffrance au travail, le management brutal, les licenciements abusifs, les heures supplémentaires impayées, l'arbitraire, le burn out, les accidents du travail et maladies professionnelles, les bas salaires, la précarité, c'est intolérable. C'est tout ça qui est « inqualifiable » quand on a 6 millions de chômeurs et 10 millions de pauvres.

2 - Hommages multiples, donc au patron de Total mais pas un mot, à Toulouse en particulier, pour rappeler que Total a tué des hommes et de femmes détruit une partie de la ville...et il a fallu attendre 48h avant que le gouvernement ne s'exprime sur le jeune manifestant tué sur le site du barrage de Sivens. Ces silences lourds de conséquences, ne vont-ils pas éloigner encore un peu plus le PS de son électorat ?

Bien sûr. Toute cette politique est une impasse pour le parti socialiste, les militants socialistes, les électeurs

socialistes, la gauche, toute la gauche. C'est une tragédie qui se passe actuellement dans notre pays avec cette politique du gouvernement Valls à contre sens de celle pour laquelle nous avons été élus et qui a été tellement attendue en mai juin 2012

3 - Le PS est caractérisé de social libéral, et il s'en défend de plus en plus mollement. Est-ce que cette caractérisation te convient ? A quand dates-tu le tournant social libéral du PS ? M. VALLS a proposé de changer de nom et de passer à la maison commune avec une partie de la droite. C'est la cohérence même. Ces batailles (le nom, et l'ouverture à droite) ont-elles un sens et que peut comprendre l'électorat de gauche de vouloir continuer à appeler socialiste un parti qui fait une politique de droite ?

Le PS est un parti de gauche. Le premier et le plus fort en France. Sa genèse, son histoire, sa continuité organisationnelle depuis un siècle, ses références générales, sa perception par 20 à 30 millions d'électeurs, ses liens avec le mouvement syndical, avec les associations, avec le salariat (qui vote pour lui à plus de 70 %) confirment bien qu'il s'agit d'un parti de gauche. Il avait tout pour agir, il dirigeait tout. Hélas, il fait le contraire de ce qui était espéré par des millions d'électeurs. Ses dirigeants mènent une politique droitière contraire à celle attendue par sa base sociale. Au point que le Premier ministre issu de ses rangs s'aventure à proposer de changer le nom du parti... Mais il ne le peut pas. Il échoue et échouera. Car l'immense majorité du parti reste choquée et opposée à cette politique libérale. Car les autres forces de gauche enserment et pressionnent le parti. Même le syndicat qui le soutient dans sa voie libérale, la direction de la CFDT, a de plus en plus de mal. De 40 à 100 députés s'opposent à ce qui est sans précédent dans la Ve République. 40 % du BN du PS depuis le 18 février s'oppose à l'austérité. « Vive la gauche » se développe. Il y a soif d'espoir. Les rencontres et débats à gauche se développent partout.

4 - Ceux qu'on appelle les Frondeurs mènent une bataille qui les conduit à s'abstenir sur une série de questions lors des votes au parlement. Pourquoi rester à mi-chemin et ne pas voter contre une politique avec laquelle ils ont des désaccords ? Ne crois-tu pas que cette attitude renforce la confusion pour l'électorat ?

Mais les députés qui se soulèvent et osent défendre leur mandat, les espoirs de mai juin 2012, ont un immense courage. Ils évoluent ensemble, mûrissent leurs arguments et sont de plus en plus nombreux. Il ne faut pas les critiquer mais les encourager, les soutenir, créer les conditions de leur succès dans les luttes sociales, dans la rue et dans les entreprises. C'est l'issue politique qui est en train de se construire. Il existe une majorité rose rouge verte au parlement, c'est l'avenir, il faut qu'elle se rencontre, se construise, se consolide, elle présente des amendements communs, et bientôt, espérons des éléments de programme communs pour un nouveau gouvernement.

5 - Quel est le sens de cette bataille : infléchir la politique du gouvernement ou se mettre en ordre de bataille pour le congrès à venir ? Il est peu probable qu'il renverse le cours des choses, le choix des présidentiables semble l'attester. Crois-tu possible qu'il y ait dans le PS un coup d'arrêt à la politique social libérale ? Crois-tu que Valls peut être mis sur la touche ?

Chaque jour de plus de la politique du gouvernement Valls mine le succès - encore possible - du quinquennat. Les temps sont comptés. Cette politique d'austérité, de soumission au Medef conduite si effrontément, de façon arrogante, par Valls va dans le mur. Avec elle 80 % des départements et 12 régions sur 13 sont annoncés perdus. Et ce sera la déroute à la fin aux législatives. Il faut changer cela. Vite. Il faut une autre politique, de gauche celle-là, de relance, de redistribution des richesses d'abord. Valls est minoritaire en fait, tout le monde le sait, si cela se traduit dans un vote, comme c'est souhaitable, il y a place, il faut pour un autre gouvernement de gauche. Ni dissolution, ni exclusion. La majorité au Parlement doit l'emporter sur le pouvoir personnel. La démocratie des aspirations des électeurs doit l'emporter sur l'oligarchie. Il faut qu'il y ait un congrès du PS, vite, que la réelle majorité s'exprime et l'emporte contre la minorité de Valls, qui rappelons-le encore, avait, voté le « projet socialiste », avait soutenu le discours du Bourget, et n'avait obtenu que 5 % à la primaire.

6 - Ne faut-il pas se saisir de cette situation, les clarifications sont à l'oeuvre du côté du PS, pour poser les jalons pour une nouvelle force à gauche avec le Front de Gauche et les écologistes ?

Il faut l'unité de toute la gauche. Jamais rien de grand ne s'est fait sans unité. L'unité ça n'est pas une scission. Rien à craindre de l'unité. Elle ne peut se faire qu'à gauche. L'unité est un combat de transformation sociale. L'unité ne peut se faire que sur un programme au coeur de la gauche. L'unité c'est forcément un rassemblement dynamique qui l'emporte et dépasse le social-libéralisme. Elle inclue toutes les forces de gauche et le PS aussi bien sûr.

7 - Nous avons constaté que ceux qui ne votent pas le dimanche, ne font plus grève et ne manifestent plus le jeudi. La démoralisation est profonde. Et ceux qui ne votent plus pour le PS, ne votent pas pour autant pour le Front de gauche et encore moins pour l'extrême gauche. D'une certaine façon toute la gauche est mise dans le même sac, n'est-ce pas une raison supplémentaire pour aller maintenant jusqu'au bout des clarifications ?

La démoralisation existe mais elle n'est pas si profonde. La gauche est majoritaire en France. Les électeurs de gauche s'abstiennent et ne votent pas à droite : lorsque la droite gagne c'est en pourcentage et en perdant des voix en chiffres absolus. Mais le sentiment de trahison est évidemment très fort. Il y a une vive attente d'une occasion pour sortir de l'impasse actuelle où nous enferme le gouvernement social-libéral de Valls. Cette occasion surgira, c'est certain. Elle transformera toute la gauche et l'unifiera. Clarifier c'est réaliser l'unité, la force du salariat tout entier, une dynamique sociale.

Là, le gouvernement a monté une cabale autour du décès de C. de Margerie, dans le but d'empêcher que Total ne soit mis en cause. Mais Total est et sera mis en cause et devra payer des impôts en France aussi tôt ou tard. Quand aux procès pour bienséance en cette occasion, chacun a vu comment ils faisaient long feu face au décès de Rémi Fraisse à Sivens. A être plus à l'écoute du Medef que des luttes sociales, le gouvernement accroît ses problèmes.

Citons Maurice Kriegel Valrimont : « Regardez en 34, les fascistes sont sur le point de prendre le pouvoir, manifestent, vont prendre l'assemblée. Si j'avais dit aux copains dans les manifs : dans deux ans, y aura le front populaire, on aura les congés payés et les 40h, ils auraient rigolé !

Mais ça c'est rien ! Si en 1943, au moment où je me trouve dans une cellule aux côtés de mes amis résistants, si je leur avais dit : dans deux ans la France sera libérée, on instaurera les retraites et la sécurité sociale, ils m'auraient pris pour un fou !

Ce qui veut dire qu'en deux ans, beaucoup de choses peuvent se passer, simplement, il a fallu des hommes pour le vouloir, il a fallu des hommes pour s'organiser, pour que leurs volontés deviennent réalité. »